



Gros plan sur l'allègement de la dette



L'ISP et les syndicats affiliés ne peuvent que se réjouir de la fantastique alliance entre syndicats et ONG à l'origine de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, qui a inspiré (et c'est le mot !) des centaines de millions de personnes de par le monde. Pourtant, ces derniers mois, du côté des conditions posées à un allègement de la dette, les nouvelles avaient de quoi préoccuper. Pour avoir droit à l'allègement, les pays en développement devaient «encourager le développement du secteur privé » et éliminer «les entraves à l'investissement privé, tant national qu'étranger. » L'ISP a écrit aux affiliés des pays du G8 pour leur demander de l'aider à faire pression sur les gouvernements, et s'est adressée personnellement aux Institutions financières internationales. *Ces conditions doivent changer !*

Nouveau réseau de l'ISP sur les entreprises publiques de distribution



L'ISP met en place un réseau électronique pour ses affiliés des secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie. Les syndicats pourront ainsi poster des informations et questions dans un forum de discussion électronique, et s'informer sur les problématiques et campagnes d'autres syndicats. D'autres réseaux sont en construction. Plus de renseignements sur le site <http://www.world-psi.org/networks>.

IFP : zéro pointé



L'initiative britannique IFP (Initiative de financement privé) permet aux entreprises privées de construire et d'exploiter des services publics puis de les revendre au gouvernement. Le système est tellement bancal que l'on commence maintenant à pressentir une « débâcle à la Enron ». Ce mois-ci, The Guardian publie un dossier sur les désastres financiers du système national de santé, des logements sociaux, des essais de véhicules, de la construction de terminaux aéroportuaires et de ponts, des écoles militaires et des services de santé mentale. Voir :

<http://www.guardian.co.uk/Columnists/Column/0,5673,1516043,00.html>

Conférence de l'OIT



Dans son discours prononcé lors de la 93^{ème} Conférence internationale du travail tenue à Genève le 13 juin 2005, Alan Leather, Secrétaire général adjoint de l'ISP, a attiré l'attention sur plusieurs enjeux auxquels sont confrontés les travailleurs(euses) des services publics, dont le rôle de l'OMC et de la Banque mondiale vis-à-vis des normes fondamentales du travail, l'importance des services publics de qualité dans le contexte de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté et la multiplication des violations des droits syndicaux. Plus d'informations sur la page suivante. Le discours est disponible à l'adresse www.world-psi.org/ilo

La privatisation des services de santé



À quoi une société renonce-t-elle – et à quoi doit-elle se préparer – quand elle externalise les services d'entretien, de blanchisserie, de restauration et de sécurité des infrastructures de santé ?

Le Canadian Centre for Policy Alternatives a publié une nouvelle étude sur l'externalisation, qui démontre à quel point celle-ci ébranle les soignant(e)s et les soins de santé en général. La Colombie-Britannique a connu la plus grande vague de privatisations des services de santé de toute l'histoire du Canada : 8500 emplois ont été supprimés dans la fonction publique et les salaires ont diminué de plus de 40%. Les « nouveaux » emplois sont précaires à tous les égards, et cette étude démontre que l'externalisation met en péril la santé des travailleurs(euses) ainsi que le bien-être des patients. Des exemplaires de l'étude peuvent être obtenus à l'adresse communications@world-psi.org

Nature à vendre ?



Des maladies à transmission hydrique évitables font près de 5 millions de victimes par an, dont 4 millions d'enfants. Près d'1,2

milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable, et 2,4 milliards ne disposent pas d'infrastructures sanitaires adéquates.

L'investissement dans les services d'eau permettrait d'économiser chaque année environ 125 milliards de dollars de frais médicaux et de pertes de productivité. Mais on refuse au secteur public la possibilité d'améliorer la situation – les démunis n'ont même plus accès aux services les plus fondamentaux dès que les multinationales de l'eau, avides de profits, entrent en scène. Un rapport de Friends of the Earth décrit les terribles conséquences de la privatisation de l'eau et de la biodiversité dans 34 pays. Des exemplaires peuvent être obtenus (en anglais) à l'adresse communications@world-psi.org

Le bras de fer de l'AGCS



L'ISP a pris la tête d'un intense processus de pressions lors du récent cycle de négociations de l'AGCS à Genève. Aux côtés d'autres syndicats mondiaux et d'ONG, nous avons rencontré une douzaine de délégations

engagées dans les négociations sur les services : les États-Unis et l'Union européenne, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Malaisie, le Venezuela, le Chili, la Thaïlande, l'Indonésie, le Mexique et le Rwanda. Auparavant, dans une manifestation d'unité sans précédent, plus de 150 syndicats et ONG avaient envoyé une déclaration conjointe à tous les États membres de l'OMC, et à l'OMC elle-même, pour leur demander de reconsidérer leur rôle dans les négociations en cours. Le groupe estimait qu'il était indéfendable de poursuivre les négociations au nom du développement. « Ce processus est frauduleux, boiteux et profondément injuste. C'est l'accès aux services essentiels et le moyen de subsistance de millions de personnes dans les pays en développement qui sont en jeu » a déclaré le Secrétaire général de l'ISP Hans Engelberts. Plus d'informations sur le site <http://www.world-psi.org/powerplay>

Appel à l'action urgente : Colombie

L'ISP appelle ses affiliés à écrire au gouvernement colombien pour protester contre les récentes menaces de mort proférées à l'encontre d'un responsable syndical du SINTRAESMDES, Rafael Antonio Ovalle Archila, ainsi que contre d'autres leaders syndicaux de la branche de Santander de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT). Plus d'informations par courrier électronique : rights@world-psi.org.

Conférence de l'OIT

► Les jeunes ont été entendus

L'ISP a veillé à ce que soient examinés quelques textes essentiels sur les services publics lors des discussions sur l'emploi des jeunes (Conférence de l'OIT, 30 mai – 16 juin). Pour en savoir plus, cliquez sur le lien contenu sur la page d'accueil de l'ISP : www.world-psi.org/

► L'OIT se rendra en Colombie

Le Groupe des travailleurs a salué la décision d'envoyer une délégation de haut niveau en Colombie, composée notamment du Président du Comité de la liberté syndicale et des porte-parole des travailleurs et des employeurs. Les syndicats mondiaux se sont réunis pour planifier la contribution du groupe des travailleurs dans cette délégation et passer en revue le suivi des recommandations de la mission SOS Colombia de septembre 2004. Pour obtenir plus d'informations, veuillez contacter Nora Wintour, Chargée des questions d'égalité et des droits : rights@world-psi.org

► L'ISP rencontre les délégations gouvernementales

* L'ISP a rencontré la délégation gouvernementale du Mozambique pour manifester son inquiétude face à la lenteur de la réforme du droit du travail. Le syndicat des employés de la fonction publique SINAfp a mené ses activités de syndicalisation dans un contexte très difficile. La Ministre du Travail a exprimé le souhait de renforcer le dialogue social dans le secteur public et indiqué qu'elle avait déjà commencé à se pencher sur la question.

* L'ISP a aussi rencontré la délégation du gouvernement kényan concernant le conflit social en cours dans le secteur public. Le Union of Kenyan Civil Servants (UKCS) avait appelé à la grève pour revendiquer une importante revalorisation salariale. La grève avait été déclarée illégale et le Ministre de la Fonction publique avait brandi le spectre de licenciements massifs. Le Ministre du Travail a indiqué qu'il souhaitait faciliter les négociations en vue de résoudre ce conflit, mais la situation demeure très tendue.

► L'Australie enfreint des conventions de l'OIT



« Il n'est pas exagéré de dire que le droit à la négociation collective n'existe pas en Australie » a déclaré la Présidente de la CISL Sharan

Burrow lors de la Conférence de l'OIT. Elle a décrit les diverses manières dont le gouvernement fédéral enfreint les conventions de l'OIT. Et les choses ne sont pas près de s'améliorer, avec des propositions comme :
1. Un gel des salaires pour 1,6 million de travailleurs(euses) déjà peu rémunérés
2. La suppression des protections contre les licenciements abusifs

3. Une stratégie de contrats individuels pour les travailleurs(euses)

4. L'abolition effective du système de relations sociales.

http://www.actu.asn.au/public/news/1118377855_18327.html

Le coût réel du « libre » échange



Une nouvelle étude de Christian Aid révèle que l'Afrique sub-saharienne a perdu le chiffre astronomique de 272 milliards d'USD à cause des politiques de « libre » échange qu'on lui impose en

tant que préalable à l'obtention d'aides et à l'allégement de la dette. Deux décennies de libéralisation ont coûté à l'Afrique sub-saharienne l'équivalent à peu de choses près de ce qu'elle a reçu en aides sur cette même période. Cet argent aurait suffi à effacer toute la dette de l'Afrique sub-saharienne et permis à tous ses enfants d'être vaccinés et scolarisés. Le rapport en disponible (en anglais uniquement) sur demande à l'adresse : communications@world-psi.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir le Flash ISP par courrier électronique, merci de répondre à ce message en mentionnant en objet « unsubscribe ».



www.world-psi.org
psi@world-psi.org
[+33 \(0\)4 5040 6464](tel:+33(0)450406464)